



Comité Technique Académique 22 janvier 2021

Déclaration FSU

RS 2021 : Des décisions brutales !

La France traverse une crise sociale sans précédent. Pourtant le Ministère prépare la rentrée 2021 avec une forme de légèreté coupable sans prendre la mesure du caractère exceptionnel de la situation, ni même de l'état du second degré, exsangue après 4 ans de suppressions de postes, alors même que les effectifs augmentent : 2 800 élèves supplémentaires se traduisent par 60 suppressions de postes ! Inutile de venir nous dire que des HS viendront compenser : ces éléments de langage suffisent peut-être à convaincre ceux qui ne sont pas dans les établissements, mais nous savons quelle est la réalité. Elle est d'ailleurs reconnue par un rapport du Sénat qui avait, l'an dernier déjà, démontré que 66% des HSA injectées n'avaient pas été utilisées. Et oui, les enseignants n'en peuvent plus et préfèrent renoncer à des HS dont ils ont pourtant souvent besoin pour pallier leur perte de pouvoir d'achat, mais il leur faut arbitrer entre fins de mois et tout simplement « tenir ». Nous déplorons aussi que la création de la spécialité « éducation physique, pratiques et cultures sportives », se fasse sans moyens supplémentaires ce qui va engendrer des tensions dans les équipes.

Alors que le Ministre a annoncé une hausse importante des postes pour le **primaire**, en y regardant d'un peu plus près on s'aperçoit que sont mis dans le même panier postes et places au concours, ce qui n'induit pas les mêmes volumes d'ETP ! Par ailleurs, les priorités nationales sur la poursuite des dédoublements en GS et l'augmentation des décharges de directions pour quelques écoles ne permettront pas une fois encore d'améliorer les conditions dans toutes les écoles : pas de moyens pour une école réellement inclusive, pas de baisse des seuils, pas de RASED complets, pas de remplaçants supplémentaires ! La FSU demande un plan d'urgence pour l'école !

L'encadrement des élèves et leur accompagnement médico-social n'est pas davantage pris en compte : le budget ne prévoit aucune amélioration, aucune évolution du programme 230 « vie de l'élève » : aucun poste créé de CPE, d'AED, d'assistant·e·s sociaux, d'infirmier·e·s ! La FSU soutient la mobilisation des **AED** et était présente à leur côté lors de la grève du mardi 19 janvier pour un renforcement des vies scolaires dans le contexte pandémique, une amélioration des rémunérations et du statut. Si l'annonce dans les documents de préparation du CTA de 4 000 **AESH** à la RS2021 est bienvenue, la question demeure des élèves toujours sans solution aujourd'hui et des conditions de travail des AESH malmenés par la mise en place des PIAL et de l'accompagnement mutualisé. Les 200 AESH recruté·es en février dans les Bouches-du-Rhône ne suffiront pas ! Les infirmier·e·s déplorent l'absence de création de postes depuis 3 ans malgré l'ouverture de 2 lycées. La FSU s'oppose au **projet de loi dit « 4D »** (décentralisation, déconcentration, différenciation et décomplexification) qui prévoit une mutualisation des moyens avec les PMI pour créer un service de la santé de l'enfant tout au long de sa minorité. Ce projet signifierait l'abandon d'une politique de santé définie dans le cadre de l'Éducation Nationale et signifierait pour les médecins et les infirmier·e·s scolaires un transfert vers la Fonction Publique Territoriale, l'abandon de leurs missions respectives et la dislocation de leur collectif de travail. La jeunesse va mal et la consultation infirmière à l'école reste souvent sa seule ressource en matière de santé.

En ce qui concerne les emplois de **personnels administratifs**, nous apprécions la litote du document de préparation : en effet, le budget 2021 ne prévoit aucune « suppression d'emploi ». A la place, une stratégie de redéploiement entre académies et régions académiques, ce qui se traduit sur notre territoire par + 4ETP pour le programme 141 et par + 2 ETP pour le programme 214. Une perfusion bienvenue mais insuffisante à soigner des services administratifs malades des coupes budgétaires successives.

Les **lignes directrices de gestion académiques** relatives à la mobilité des personnels sont soumises au vote lors de ce CTA. La FSU ne peut approuver ces LDG qui organisent l'opacité sur le suivi des situations individuelles avec le dessaisissement des CAPA et le refus de remettre des barèmes pour le personnel ATSS.

Expérimentation en éducation prioritaire : une décision inacceptable !

L'avenir de l'éducation prioritaire est un enjeu majeur de l'académie, notamment du fait des conséquences économiques et sociales de la pandémie dans les années qui viennent. Les orientations du rapport Mathiot-Azéma sont inacceptables, ainsi que la perspective de généralisation des CLA à l'issue de l'expérimentation. La FSU continue de revendiquer une carte nationale élargie de l'éducation prioritaire, incluant les lycées, le maintien des dispositifs de compensation de carrière, mutation et rémunération de tous les personnels qui en bénéficient, et leur extension à tous les personnels qui exercent dans ces établissements. Après avoir sollicité en urgence les écoles et les établissements pour la rédaction de projets pédagogiques, nous nous étonnons du manque d'information sur la poursuite du calendrier. La FSU demande la mise en place de comités de suivis académiques sur l'expérimentation, dans le 1^{er} et le 2nd degré.

BAC 2021 : des décisions indécentes !

La réforme du lycée et celle du baccalauréat, individualisent les parcours, font exploser le groupe classe et l'équipe pédagogique, suppriment les épreuves terminales pour les remplacer par du contrôle continu ou du CCF, sont percutées par le contexte sanitaire : elles sont impraticables et inopportunes. Pourtant, le ministère s'obstine à sanctionner par un 0/20 les élèves qui n'ont pu passer les E3C1 l'an dernier, à maintenir les épreuves de spécialité en mars malgré la pandémie et un Grand Oral à la conception contestée.

La circulaire du 15 janvier est une nouvelle provocation : le ministère y incite à l'organisation de « *préparations personnalisées* » aux épreuves de spécialités, payées en heures supplémentaires. Il y recommande également l'organisation de stages de vacances pour approfondir ou réviser certains points des programmes de spécialité. Dans un contexte où ce sont les personnels qui tiennent à bout de bras une institution sous tension en raison d'un pilotage ministériel de la crise sanitaire chaotique, cette décision est indécente !

Situation sanitaire : des décisions incompréhensibles, irresponsables !

Le Ministre a annoncé, une fois de plus, un protocole « renforcé », mais les mesures présentées ne tiennent pas compte des propositions faites par la FSU. Elles sont au mieux déjà en œuvre, au pire incompréhensibles. En effet, comment comprendre la décision au début de l'hiver d'interdire les activités physiques et sportives dans les espaces couverts alors qu'il ne semble y avoir aucun problème à entasser les élèves dans les salles de classe ? La pandémie a pourtant fait la démonstration du besoin essentiel de pratique physique pour tous les jeunes, c'est une question de santé publique. Comment comprendre l'injonction faite de limiter à 6 personnes, le nombre de participants à des réunions alors qu'à chaque récréation, pause déjeuner, les personnels sont bien plus nombreux sans que cela ne soit perçu comme un problème ? Comment comprendre le refus d'établir des listes d'élèves cas contacts, même lorsque ceux-ci ont partagé des repas à la cantine ? Comment interpréter l'interdiction faite aux enseignant·e·s d'avertir les parents d'élèves lorsque des élèves de la même classe sont positifs ? La FSU dénonce la fermeture des installations sportives qui met l'enseignement de l'EPS sur la touche ! La FSU demande des mesures pour que les établissements continuent à accueillir les élèves en toute sécurité sanitaire, ce qui suppose d'alléger les effectifs par classe en passant aux demi-groupes en collège et en EPS, d'autoriser le dépassement du plafond d'emploi pour remplacer tous les personnels empêchés de travailler, recruter des contractuels, renforcer les vies scolaires et les équipes d'agents.

Notre réponse, tous en grève le 26 janvier !

Pour une vraie revalorisation,

Pour une diminution des effectifs dans les classes

Pour une relance ambitieuse de l'éducation prioritaire,

Pour une gestion responsable de la crise sanitaire !